

RÉPONDRE À LA VIOLENCE : quelques pistes de réflexion

Par Sophie BODY-GENDROT, chercheur au CNRS/CESDIP

Rencontre-débat du 17 décembre 2003

Organisée par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne

Depuis neuf ans, les statistiques américaines en matière de criminalité n'ont cessé d'insister sur sa baisse spectaculaire dans les grandes villes, et en particulier à New York. Des formes d'apaisement et de tranquillité sont réapparues, même dans les quartiers relégués et les effets du 11 septembre ont contribué à sécuriser encore davantage l'espace public.

En Europe, des enquêtes récentes signalent également un déclin des taux de délinquance ou du moins une stabilisation. Il ne semble pas que l'on assiste à une escalade de la violence dans les quartiers sensibles, même si l'on ne dispose pas, contrairement à la recherche américaine, d'études comparatives approfondies des quartiers européens problématiques. Faut-il donc s'en tenir à ces « preuves » ? La « violence » urbaine serait-elle un phénomène dépassé ?

Mondialisation et changements urbains

Existe-t-il une corrélation entre les processus macro-économiques, les inégalités de capital économique, social, culturel qui en découlent et la dialectique de l'ordre et du désordre ?

Si des évolutions en apparence similaires sont observés dans les espaces urbains occidentaux, en dépit d'histoires et de choix politiques très différents, le changement prend des formes d'adaptation distinctes, selon les contextes. Certes, les villes-monde recèlent de fortes inégalités socio-économiques, mais dans les villes européennes, des catégories très variées coexistent : ménages divers, célibataires, familles immigrées en voie de mobilité, fonctionnaires, étudiants, commerçants et entrepreneurs qui en appellent à l'Etat pour réguler les lois du marché et à ses dispositifs d'assistance, pour pouvoir vivre « en ville ». En dépit de toutes sortes de signes de désaffiliation, de racisme, d'incapacité sociale et politique et d'incertitudes sur l'avenir, en Europe, un imaginaire commun continue à valoriser les aspirations à un espace public partagé et les villes n'ont pas dit leur dernier mot.

Transformations culturelles et nouvelles formes de contestation

Outre les transformations économiques du dernier quart du vingtième siècle, l'extrême diversité des personnes sur le marché du travail global soumet la ville à une transnationalisation des cultures, des identités et des appartenances

dont l'impact est insuffisamment étudié. On parle, en effet, abondamment dans les médias et les cercles initiés de la culture IBM ou de celle de Microsoft. Mais que sait-on des autres cultures, de leurs transformations et des effets de leur sédentarisation ? Même si des attitudes conservatrices persistantes dévalorisent les cultures impliquées dans « la chaîne de montage mondiale », les migrants transnationaux imbriquent la mondialisation « par le bas » dans le champ local. Le desserrement des liens d'origine au cours d'une formation identitaire continûment réadaptée permet l'émergence de communautés de destin et parfois de souffrance. Dans les quartiers d'exil, la ville brasse les cultures migrantes les plus diverses qu'elle restitue en sous-cultures.

Ces cultures reterritorisées sont-elles en capacité d'émettre des revendications ? La mondialisation par le bas nourrit-elle des aspirations en termes de pouvoir ? En quoi la présence vigilante de masses d'individus dominés exerce-t-elle une menace pour les autres ? Lors des conférences internationales ou des rencontres au sommet relatives à l'économie mondialisée, des groupes contestataires ont démontré qu'ils avaient des possibilités de blocage et de nuisance. Les ratés de la mondialisation suscitent des débats et des manifestations où se retrouvent des opposants très divers, refusant radicalement la croissance des inégalités. Ils considèrent que mondialisation et solidarité doivent aller de pair et réclament plus de justice sociale. La mondialisation a pour effet de lever les frontières entre politiques intérieure et extérieure, permettant une globalisation de la contestation (mais aussi de la répression, les politiques de sécurité effaçant, elles aussi, la distinction entre sécurité intérieure et extérieure). Les murs qui, autrefois enserraient la ville pour la protéger d'ennemis extérieurs, désormais forment un maillage dru, physique ou virtuel à l'intérieur même de la ville.

Ces fractures urbaines-là sont, à terme, porteuses de violence, c'est-à-dire, selon la définition d'H. Nieburg, d'actes de désorganisation, destruction, blessures dont l'objet, le choix des cibles ou des victimes, les circonstances, l'exécution, et /ou les effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage qui a des conséquences sur le système social.

Des villes plus pacifiées en Europe ?

La mondialisation plurielle, en termes de ruptures et de dislocations dans l'espace urbain, aurait-elle des conséquences moins brutales sur les villes européennes ?

Elle n'est pas le seul moteur du changement social. Certes, la logique capitaliste, fondée sur la production de l'éphémère et du précaire, sur l'obsolescence rapide des produits appelant à un renouvellement perpétuel n'épargne ni les villes ni les quartiers. Mais de la globalisation, les villes européennes proposent, me semble-t-il, une version « soft ».

D'une part, la ville historique européenne, tel un palimpseste, se construit continûment sur les sédiments des fractures successives de l'histoire. Elle profite

rétrospectivement d'une assimilation de diverses traditions et d'innovations culturelles. L'espace historique de la ville-centre demeure désirable, sa valeur foncière n'est pas remise en question, les classes moyennes, en dépit de leurs lamentations sur le changement, ne l'ont pas déserté.

En second lieu, l'étalement dans l'espace (le *sprawl*), la désolidarité des plus fortunés, la peur de la contamination des quartiers d'habitat social restent des phénomènes limités dans les villes européennes. Tout au plus peut-on parler, de tentatives qui, sans aller jusqu'à l'exemple extrême des résidences fermées, sous haute surveillance, marquent un désir de sécession. Certes, en Europe les gens quittent les zones désindustrialisées et les quartiers relégués, s'ils le peuvent. Les écarts se creusent. Mais le phénomène de l'entre-soi résidentiel avec gardes privés et vidéo surveillance reste limité.

Pour leur part, les quartiers de relégation européens sont composés de populations hétérogènes aux cultures diversifiées à la différence de ghettos monoraciaux. Leurs réseaux de relations s'étendent au delà du quartier et les transports en commun facilitent la sortie de ceux qui travaillent et se divertissent ailleurs. On ne peut donc pas parler à leur propos de ghettos au sens américain. Il n'empêche que, faute de choix, ces populations ont une citoyenneté civile, politique et sociale restreinte. Aussi en ce qui concerne les habitants les plus jeunes, leurs flambées de colère sont-elles autant une expression de rage - *acting out* - qu'une voix pour faire prendre en compte leurs revendications.

En troisième lieu, les attitudes relatives au rôle de l'Etat diffèrent. Non pas moins d'Etat, mais un Etat qui s'emploierait à réguler les forces de la mondialisation. A cet égard, sept Français sur dix attendent de l'Etat et du gouvernement qu'ils pèsent de tout leur poids sur la « gouvernance » de l'économie. Trois Français sur cinq souhaitent plus de règles et refusent la jungle et les diktats du néo-libéralisme (sondage *Les Enjeux-Les Echos*, août 2000). Cette attente, appliquée aux villes, les transforme en lieux de résistance culturelle et idéologique. Les politiques locales et le « welfare à tous les étages » visent à atténuer les influences destructrices de la ségrégation des marchés du logement et des discriminations. La cohésion sociale est valorisée aux dépens du zéro tolérance et tel maire refusera l'implantation d'un Luna Park dans sa commune s'il n'est pas desservi par les transports publics, comme le prévoyait le projet initial des promoteurs.

Le passé partagé influence l'imagination de son devenir. Bien que les moments de fusion et de solidarité soient éphémères, ils symbolisent une aspiration lancinante, la conscience d'être ensemble dans une ville relativement homogène, malgré les différences. Mais ne nous y trompons pas : ce vivre ensemble est jalousement encadré non par des équipes de sécurité privée comme aux Etats-Unis, mais en France par l'Etat. Une observation fine des dispositifs mis en place par la police nationale lors de grandes célébrations montre que rien n'est laissé au hasard. L'éventualité de désordres dans la ville lors de circonstances exceptionnelles, sportives et festives, constitue pour l'Etat un risque inacceptable. Aussi cet espace public-là est-il saturé de présence policière. L'extrême professionnalisme « public » mis au service de manifestations fusionnelles destinées à permettre un grand défolement collectif pose toutefois une dernière question de portée plus générale. En ne misant

que sur les réflexes de gens conditionnés par les dispositifs de surveillance, ne cesse-t-on pas de faire confiance à leurs réflexes de citoyens et ne les conduit-on pas à renoncer à comprendre des situations ambiguës et le caractère unique des personnes très différentes avec lesquelles ils sont mis en contact ?

Contrôle social et société civile

On sait depuis Tocqueville que la démocratie n'est pas seulement un régime politique mais aussi une forme de société. L'existence même des institutions contribue à nous faire oublier que d'autres types de réponse sont possibles. Or les institutions et les régimes ne sont pas à l'abri de toute remise en question, surtout lorsqu'ils échouent à prendre en compte les besoins, à contenir les conflits ou à répondre de manière satisfaisante à des questions embarrassantes. L'examen des moyens mis en œuvre par les institutions pour prévenir les désordres ne saurait épuiser la question de la gouvernance. Le concept appelle à prendre en considération la volonté d'émancipation de la société civile, l'implication des habitants dans les quartiers et les mouvements sociaux embryonnaires. La « bonne » gouvernance réfère aux réseaux et aux pratiques sociales qui distinguent une société différenciée des structures de l'Etat, elles-mêmes segmentées.

Les modes de participation coopératifs

La question de la participation de la société civile met en lumière des différences majeures entre les réponses américaines, britanniques et françaises. Les *Neighborhood Watches* ont vu le jour aux Etats-Unis dans les années 1960 et au Royaume-Uni après 1982. La police forme les habitants à exercer une surveillance sur les habitations, les commerces, les véhicules, etc. de leur quartier et leur apprend à protéger leurs biens et ceux de leurs voisins. Dix millions de ménages au Royaume-Uni, 30 millions aux Etats-Unis participent à des degrés divers à des actions de sécurisation. Des réunions, des informations pratiques traduites en diverses langues dans les espaces multiculturels mobilisent des responsables de quartier, des femmes-relais, des dirigeants associatifs, des religieux.

Or, en dépit de l'engouement pour les *Neighborhood Watches*, leur efficacité à faire baisser la délinquance n'a pas été prouvée. L'individualisme des habitants, leur mobilité journalière, l'espacement des habitations, la difficulté à différencier les visiteurs des suspects potentiels rendent la démarche hypothétique sur une longue durée. Ces réseaux sont efficaces pour réduire le sentiment d'insécurité, en particulier chez les personnes âgées. Toutefois, les jeunes, les immigrants et les ménages dans la précarité participent peu à ce type de démarche qui fonctionne d'autant mieux que les quartiers sont moins exposés à la délinquance.

Les mobilisations communautaristes

L'hostilité envers une police brutale, de race blanche, perçue comme une armée coloniale, a entraîné des responsables associatifs ou religieux dans les

quartiers racialement isolés à trouver des compromis en matière de sécurité. Dans le West Side de Chicago, une forme de coopération entre Eglises noires et police marque une nouvelle orientation dans la lutte contre les dealers de drogue. Les consommateurs venant principalement des quartiers suburbains, la police s'est engagée à sanctionner autant les dealers du quartier qui répondent à la demande que les acheteurs qui créent l'offre. Les zones de sécurité, les couvre-feux et la sanction des petits délits ont alors été soutenus par les riverains, en conséquence d'une confiance restaurée dans le travail policier. Un ghetto n'est pas homogène, il est en effet - on l'oublie trop souvent - composé d'un grand nombre de gens qui travaillent, qui ne sont pas des assistés, et dont les enfants vont à l'école. Les dirigeants des Eglises proposent à la police de recruter dans ses rangs des jeunes du quartier dont ils se portent garants, espérant ainsi transformer de l'intérieur la culture policière. Certes, cette expérience n'est pas généralisable, mais elle a fait également des émules à Boston où un pasteur noir, Eugène Rivers, après avoir établi un programme en dix points destiné à ramener la sécurité dans les quartiers noirs, a fait alliance avec la police sur les mêmes bases.

Dans d'autres villes nord-américaines, ce sont des réseaux de femmes qui prennent l'initiative de rendre les villes plus sûres. Une majorité d'entre elles avouent avoir peur de sortir seules le soir. Les femmes mobilisées mènent des enquêtes, désignent sur des cartes les espaces dangereux, et les présentent aux urbanistes et aux responsables municipaux. Solidaires des femmes violées, elles organisent localement et nationalement des marches nocturnes pour « se réapproprier la nuit » l'espace public. Les municipalités réagissent de diverses manières : des chauffeurs de taxi décident d'apporter une attention particulière à la sécurité des femmes dans la rue et d'intervenir en cas de besoin. Ils reçoivent une formation ; un autocollant sur leur pare-brise garantit leur accréditation. Ailleurs, ce sont les éclairages et les animations de rue nocturnes qui atténuent le sentiment d'insécurité.

Plus spectaculairement, la « Marche du million de mères » dénonçant le libre accès aux armes à feu a réuni à Washington, D.C. en mai 2000 (le jour de la fête des mères) des femmes d'âge, de milieu social et d'origine ethnique différentes. On pourrait difficilement imaginer en France, un rassemblement de mères sur une question consensuelle telle que les accidents meurtriers de la route, à la seule initiative de la société civile et sans récupération politique, ne serait-ce que par manque de précédent et par difficulté à trouver des leviers et des relais. Aux Etats-Unis, les associations de mères contre les chauffards représentées dans de nombreux Etats et efficacement organisées pour que changent les lois ont inspiré celles des mères contre les armes. Mais celles-ci se heurtent à un lobby autrement plus puissant, soutenu par de nombreux élus et par des cultures régionales.

Une community imaginée et évanescence ?

A ce point de l'exposé, un certain nombre de clarifications théoriques s'imposent. Aux Etats-Unis et dans une moindre mesure au Royaume-Uni, les notions de quartier, de community (que l'on pourrait imparfaitement traduire par voi-

sinage ou communauté d'intérêts) ou d'empowerment (capacité d'action) sont chargées de connotations idéologiques, romantiques et symboliques fortement positives. Idéalement, le voisinage demeure le lieu par excellence exprimant le « vivre et agir ensemble », là où sont mis en scène le respect des normes collectives, les initiatives citoyennes, bref, l'expression d'un contrat et d'un capital social partagés. La *community* est à la fois valorisée comme espace local et comme microcosme de la société dans son ensemble, tandis qu'en France, l'intégration républicaine nationale a cherché à désagréger l'autonomie de ces microcosmes. Aux Etats-Unis, comme l'a si bien analysé A. de Tocqueville, c'est là que naissent les associations spontanées, la prise de conscience de pouvoir des gens, voire les contre-pouvoirs politiques. Interaction sociale et réseaux fondent sa dynamique.

Modestement boire un café avec ses voisins et discuter des affaires de la rue n'est pas un acte politique mais cela montre qu'un potentiel de « capital social » existe, quels que soient l'âge, l'origine, la culture, l'instruction, le sexe des habitants. La confiance mutuelle est le moteur des mobilisations. Dans les quartiers sensibles, ce type de démarche peut aider à faire aller (to get by) ou à aller de l'avant (to get ahead). Il fortifie les liens au sein d'un voisinage (bonding) et étend des passerelles vers l'extérieur (bridging). Les liens aident à faire aller, mais les passerelles sont cruciales pour aller de l'avant.

Le « capital social » des habitants renvoie à « des réseaux, à des normes de réciprocité et à de la confiance mutuelle qui permettent de coordonner des actions et de coopérer en vue de promouvoir un intérêt collectif ». Pendant des années, on a nostalgiquement déploré le déclin du voisinage, de la « *community* », et de la solidarité qu'elle suscite. En 1999, les deux tiers des Américains regrettaient, dans plusieurs enquêtes, la faiblesse de l'engagement civique, le renforcement de l'individualisme et le déclin des valeurs sociales et morales. 77% d'entre eux interprétaient le désintérêt pour les activités communautaires et l'effondrement de la *community* locale comme un problème national extrêmement sérieux. Certes, en 1995, 93 millions d'Américains ont consacré vingt milliards d'heures à des activités bénévoles. Ils ont offert 143 milliards de dollars à des organisations caritatives à titre individuel, associatif ou professionnel. Mais si le bénévolat s'est accru, l'implication collective dans les questions de voisinage a spectaculairement diminué chez les trente-sept ans qui préfèrent prendre un avocat pour résoudre un problème de voisinage que d'en discuter avec leurs voisins.

Quels sont les coupables ? R. Putnam cite l'allongement du temps de travail et de transport, les ruptures familiales, l'amélioration de l'égalité raciale et des droits, la mobilité résidentielle d'un Américain sur cinq, la participation accrue des femmes sur le marché du travail. Il constate la disparition d'une génération « civique », née avant la guerre qui n'a pas été remplacée. Ces individus étaient plus engagés, votaient davantage, lisaient plus et ne changeaient pas en vieillissant.

Plus fondamentalement, ils n'ont pas commencé à regarder la télévision

avant l'âge de trente ans. Pour l'auteur, il existe une corrélation négative entre le temps passé devant le téléviseur et l'engagement associatif.

Mais les effets de lieu sont à prendre en compte. Plus les quartiers sont détériorés physiquement et socialement, plus ils sont isolés, plus les problèmes de sécurité sont cruciaux et plus il est difficile pour les habitants de mener des actions collectives. Ceux-ci mentionnent dix à douze fois plus souvent que les autres les problèmes d'attaques sur la voie publique, leur réprobation des jeunes désœuvrés dans l'espace public et les effets de la drogue. Le désinvestissement public et privé a provoqué dans ces quartiers le départ des ménages les plus dynamiques. La désertion des adultes, ajoutée à d'autres problèmes individuels et structurels, contribue au problème de délinquance de ces quartiers.

Or la thèse du déclin de la *community* a été immédiatement contestée. Le voisinage est certes moins visible qu'autrefois dans l'espace collectif, la sphère privée a gagné du terrain, les communautés virtuelles via l'Internet se sont développées et les voisins sont moins nécessaires pour accomplir des tâches essentielles, telle que trouver la meilleure école pour son enfant ou un travail à la sortie. De là à en déduire un moindre engagement civique, rien n'est moins sûr.

A la différence de la France, la tradition historique d'implication civique reste forte aux Etats-Unis au sein d'une société civile qui travaille elle-même sur ses problèmes, refuse une intervention étatique forte sur les processus sociaux, reste façonnée par un « républicanisme civique ». Elle tente de trouver une dynamique de capacité sociale et politique dont l'objectif à terme est de rééquilibrer la structure du pouvoir dans la société. Le but de la démocratie participative ne serait donc pas de provoquer un grand chamboulement des structures mais de demander des comptes aux institutions, de renforcer les pouvoirs de la société civile lorsqu'elle souhaite gérer ses propres affaires et de rendre les entreprises socialement responsables. Avec son image mythique, le quartier demeure essentiel pour l'accomplissement de certains buts collectifs en matière de sécurité.

Toutefois on ne saurait passer sous silence le double danger de confiscation et de populisme punitif inhérent au concept de participation. C'est là sa version sombre. Les habitants des enclaves fermées présentent une vision restrictive de la *community*. On voit bien les dangers du localisme, lorsque l'on traite de la sécurité.

Le concept de *community* peut prendre le sens d'entre-soi. Quelle *community* ? La *community* de qui ? Qu'est-ce qui constitue un désordre ? Quelle définition de l'ordre est prioritaire ? Souvent, l'auto-surveillance constitue un outil commode pour se débarrasser des marginaux. Le voisinage est rarement homogène, il est le lieu de conflits d'intérêt. Là où les principes démocratiques louent pluralisme et expression de la diversité, les pratiques dévoilent des formes de tyrannie. La défense du voisinage est mise en avant pour rationaliser plus de répression, plus d'exclusion, plus d'arbitraire.

Les mobilisations conflictuelles

Bavures judiciaires et déni de justice sont des catalyseurs de révoltes ponctuelles, rassemblant des citoyens de statut social, âge, sexe, race et origine eth-

nique contrastés, dans la ville. Outre l'affaire Stephen Lawrence, déjà mentionnée, deux affaires américaines ont poussé des milliers de citoyens à descendre dans la rue pour manifester leur désaccord sur la manière dont leurs institutions gèrent en leur nom des affaires relatives à leur sécurité. Il s'agit de l'affaire Rodney King, source pendant plusieurs jours, d'émeutes à Los Angeles en 1992 et de l'affaire Amadou Diallo à New York. Dans les deux affaires, des verdicts d'acquiescement de policiers ont été prononcés après qu'en mars 1991, Rodney King fut brutalement tiré de son véhicule par quatre policiers de Los Angeles et frappé avec acharnement, comme le montrera une vidéo amateur ; puis, en février 1999, après que quatre policiers eurent tiré 41 balles sur Amadou Diallo, dans le Bronx, en prenant pour une arme le portefeuille qu'il veut leur présenter.

A New York, les trois mille protestataires qui ont défilé après le verdict se reconnaissent dans les douze cent personnes arrêtées pour « désobéissance civique ». Elles sont connues et inconnues, jeunes et moins jeunes, de toutes races et de toutes cultures, venus de tous les quartiers de la ville. Elles protestent contre les contrôles intempestifs et discriminatoires, le harcèlement racial, les atteintes aux libertés, l'« Etat policier ». En d'autres termes, la société civile qui, certes, réclamait des rues sûres se dresse contre une institution dysfonctionnelle et l'oblige à modifier sa conduite et à respecter les libertés des citoyens. Comme me l'a fait remarquer l'ancien maire noir, « *nous n'avons pas quitté l'arrière du bus (dans le sud du pays) pour mettre nos enfants au fond de l'ambulance* ».

Ces vastes mobilisations anti-policières se comparent-elles à celles qui, en France, suivent des échauffourées, que ce soit à Vaulx-en-Velin ou au Mirail à Toulouse ? A premier abord, il semble que les marches de protestation concernent davantage le quartier, théâtre des désordres, que l'ensemble de la ville en France. Ensuite, il serait difficile d'imaginer que d'anciens maires, des députés, des acteurs, des imams se fassent arrêter pour protester contre le comportement de membres de la police « nationale ». Enfin, il n'est pas si facile de dénoncer son quartier et de rompre la solidarité territoriale. On l'a vu lors de la mort de Sohane et après des bavures de jeunes à Vénissieux.

Les actions menées par les habitants, en dehors de toute incitation institutionnelle, demeurent limitées en France. M. Tachon observe à Grenoble « *une sorte d'institutionnalisation de la parole des habitants par des représentants patentés* », ayant une expérience du débat sur les enjeux urbains. On a affaire « *à une parole éclatée* », décourageant la participation. Il ajoute que « *la présence des jeunes dans (la) dynamique locale est soumise à des modes d'intervention, des manières d'être, des manières de s'exprimer qui, de fait, leur laissent peu de place dans la vie locale... Les jeunes (mais quels jeunes ?) souvent cités... sont également ceux qui cristallisent opposition, tension, réaction... Agressions, délinquance, dégradation, occupation des entrées d'immeubles constituent autant de manifestations de la présence de certains jeunes qui ... mobilisent l'action des acteurs sociaux et de certaines associations* ». Comme les jeunes, les pauvres et les immigrés rarement invités à

prendre part aux débats locaux. En troisième lieu, on ne sait pas si la parole des habitants qui requiert temps et énergie sera, tout compte fait, prise en compte par les décideurs et les acteurs locaux. En France, elle modifie rarement l'architecture d'une démarche de ville. Le cloisonnement par âge, par origine culturelle et par statut social est patent. Les divisions portent sur les règles de vie commune, les incivilités, les usages des espaces collectifs, la fatigue et le désarroi des adultes, le sentiment de peur et d'insécurité alimenté par les représailles, les réactions de voisinage, l'absence de sanction.

Ce diagnostic est confirmé par une autre étude de terrain, menée au Mas du Taureau à Vaulx-en-Velin par D. Chabannet. Si la décentralisation a considérablement accru les pouvoirs des maires, remarque-t-il, ceux des habitants sont restés globalement inchangés. A la différence des banlieues rouges naguère structurées politiquement et socialement pour produire des effets d'identité et de reconnaissance, les quartiers difficiles sont aujourd'hui marqués par l'individualisme, la recherche d'autonomie et la fragmentation des identités.

Toutefois, d'autres travaux montrent que les habitants ont plus de ressources qu'on ne l'imagine. Une majorité d'entre eux disent se débrouiller sans la police, prendre des initiatives entre eux, munir leurs enfants de téléphones portables lorsqu'ils sont au travail, s'entraider etc. La confiance entre familles d'une cité et la référence aux réseaux de solidarité sont fréquemment mentionnées.

A Marseille, l'université du citoyen cherche à « fortifier » la parole des habitants face aux experts administratifs. Elle leur inculque des règles simples, des conduites efficaces pour faire entendre clairement leur point de vue, selon les règles de la civilité. Ainsi, lorsqu'en 1995, dans le quartier de l'Ariane à Nice, un jeune est tué par un policier, d'autres jeunes sont prêts à tout saccager. Ils sont alors invités à Marseille par l'université du citoyen qui les sort ainsi de leur espace familial et les emmènent à l'école nationale de police où ils rencontreront des policiers qui ne sont pas les leurs. Un véritable dialogue de trois heures va se nouer, la parole s'enrichir, les représentations mutuelles se transformer. L'université du citoyen utilise également le forum-théâtre, permettant aux habitants de formuler, d'externaliser leurs griefs, de concevoir, avec l'appui du public, des solutions alternatives.

Conclusion

Qu'est ce qui détermine le degré d'action collective à un certain moment dans un certain endroit ? Nous avons vu que l'indignation collective après une bavure policière ou un déni de justice en est un puissant ferment. Le désir de protéger un quartier également. Non seulement les *neighborhood watches* des quartiers de classes moyennes, mais dans les ghettos de Chicago, les habitants divers qui escortent chaque jour les enfants à l'école, après négociation avec les gangs. Le désir des femmes de récupérer, la nuit, l'espace public ou de l'ar-

racher aux dealers. Quant aux lieux, la comparaison révélerait des formes diversifiées d'action collective en fonction de la culture locale. Les *communities*, les habitants des quartiers agissent - en tous cas - certains et à certains moments.

Pourquoi ? Pourquoi les *habitants des quartiers* se mobiliseraient-ils plutôt que d'autres groupes ? Les habitants de quartiers se mobilisent plus dans les sociétés inspirées par un idéal de démocratie participative. Cela dit, l'idéal de l'engagement est constamment menacé par une perte d'énergie et par des détournements au profit d'intérêts particuliers.

Enfin, l'urbanisation transforme-t-elle ces relations ? Plus que jamais, l'exaltation de la liberté de choix et le repli sur la sphère privée mettent en danger la solidarité et la capacité à « faire société ». Or des études récentes montrent, toutefois, que des quartiers pauvres et racialement séparés peuvent être pourvus d'efficacité collective, à condition d'avoir des populations stables. Dans ces quartiers, les gens disent pouvoir compter sur leurs voisins, faire confiance aux gens, être soudés les uns aux autres pour intervenir en cas de besoin. Si l'on peut déplorer que de tels voisinages soient menacés par les évolutions de la ville et que, somme toute, l'action de tels habitants reste modeste en matière de co-production de sécurité, leur vigilance, lorsqu'ils demandent des comptes aux institutions, ne peut que contribuer à rendre les villes plus pacifiées.

Au final, cette brève comparaison des pratiques locales et nationales montre que les manières de faire, sous des apparences de similarité, restent bien distinctes. Il devient urgent de chasser les pleurs sur le déclin urbain, les anathèmes sur ses désordres, les lamentations sur ses dislocations pour entrer en intelligence avec ce qui se passe et s'apercevoir que l'innovation réserve de bonnes surprises. La signification politique de la ville européenne reste extraordinairement puissante, par la concentration d'un potentiel susceptible de développer des utopies démocratiques. Des formes innovantes de citoyenneté sont susceptibles de mettre un frein à la violence. Tous les choix ne sont donc pas faits. A chaque génération de ville correspond une nouvelle imagination du monde.

Sophie BODY-GENDROT,
chercheur au CNRS/CESDIP